

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE MARCHE PUBLIC DE SERVICES

En application de l'article L2123-1 du Code de la Commande publique

2024-24

**PRESTATION DE FORMATION DE PLONGEE A MARSEILLE 2025
pour le CREPS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR SITE D'ANTIBES**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES

Pouvoir adjudicateur

CREPS Provence Alpes Côte d'Azur

Pont de l'Arc CS 70445 13 098 AIX-EN-PROVENCE cedex 2

Téléphone : 04.42.93.80.02

SIRET : 19130189400017

**La date et heure limites de réception des plis est le 20/01/2025 à 18h00
au plus tard, délai de rigueur**

SOMMAIRE

1 - GENERALITES.....	4
1.1 Objet.....	4
1.2 Mode de passation	4
1.3 Forme de contrat et durée	4
1.4 Pièces constitutives du marché	4
1.5 Protection de la main d'œuvre	4
1.6 Intervenants habilités	5
1.7 Sous-traitance	5
2 - DESCRIPTIONS DES BESOINS	5
2.1 Etendue du besoin	5
2.2 Intitulé de la formation dispensée	5
2.3 Type de formation	5
2.4 Lieu de la formation.....	6
2.5 Nombre de stagiaires et formateurs	6
2.6 Durée de la formation et calendrier	6
Le Titulaire ne pourra pas changer les dates fixées dans le marché.	6
2.7 Qualification des formateurs.....	6
2.8 Certifications demandées.....	6
2.9 Locaux	6
2.10 Equipement technique spécifique pour la plongée demandée	7
2.11 Journée baptême « recycleur »	7
2.12 Formation CREPS / autre Clientèle	7
3 CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC	7
3.1 Engagements respectifs du Titulaire et du CREPS	7
3.2 Réunion de lancement et suivi des prestations.....	8
3.3 Calendrier des prestations et bons de commande.....	8
3.4 Modifications du marché public.....	8
3.4 Continuité d'exécution	9
3.5 Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.....	9
3.6 Dispositif sanitaire	10
3.7 Assurance.....	10
3.8 Normes et réglementation	10
3.9 Valorisation du partenariat	10
5- PRIX	10
5.1 Prix.....	10
5.2 Révision des prix	11
6 - MODALITES DE FACTURATION.....	11
6.1 Présentation des demandes de paiement.....	11
6.2 Remise des demandes de paiement	11
6.3 Echancier des factures.....	12
6.4 Modalités essentielles de financement et de paiement	12
6.5 Nantissement ou cession de créance	12
6.6 Opérations de vérification et documents à joindre par le prestataire	12
ARTICLE 7 - PÉNALITÉS	12
7.1 Pénalités	12
7.2 Seuil d'exonération et plafonnement des pénalités	13

7.3 Exonération des pénalités	13
ARTICLE 8 - RÉILIATION SUSPENSION DU MARCHÉ	13
8.1 Résiliation pour faute	13
8.2 Suspension pour cas de force majeure (pandémie ou autre).....	13
ARTICLE 9 - RÈGLEMENT DES LITIGES.....	13
9.1 Règlement amiable des litiges et différends	13
9.2 Recours contentieux.....	14
ARTICLE 10 - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	14

1 – GENERALITES

1.1 Objet

La présente consultation a pour objet une prestation de formation de plongée **préparatoires au DEJEPS « Activités de plongée subaquatique » et Certificat Complémentaire « Plongée profonde et tutorat »**.

1.2 Mode de passation

La consultation un marché à procédure adaptée de moins de 90 000 € est passée en application des articles L 2123- 1 et R 2123- 1 à R 2123-7 du Code de la commande publique.

1.3 Forme de contrat et durée

Il s'agit d'un contrat d'une durée de 11 mois dont la période d'exécution se déroule de février à novembre 2025 inclus.

1.4 Pièces constitutives du marché

Les pièces du marché sont les suivantes, dans l'ordre de priorité ci-après :

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) et l'annexe financière du ou des lots concernés
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (C.C.A.T.P.),
- Le cadre de réponse technique

Pièces générales :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes
- Tout autre texte législatif ou réglementaire en vigueur se rapportant à l'objet du marché, notamment de la réglementation française de portée générale, et des normes françaises (normes AFNOR) et européennes.

Les documents constituant les pièces générales ne sont pas joints au présent dossier, ils sont réputés connus des entreprises.

1.5 Protection de la main d'œuvre

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail en général et tous les règlements spécifiques à la pratique de la plongée (voir Code du Sport art 322-71 et suivants jusqu'à 322-101)

Le personnel du Titulaire est soumis à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physique à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Les parties s'engagent à respecter les dispositions légales en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité.

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions légales portant sur les conditions de travail et sur la durée du travail effectué. De la même façon, le CREPS s'engage à ne pas

faire obstacle à l'application desdites prescriptions et dispositions.

Le Titulaire devra instruire l'ensemble de son personnel de tous les impératifs et règles de sécurité prévus par la législation du travail et celle à venir, et notamment de les doter des équipements prévus par la réglementation applicable en matière d'hygiène et de sécurité. Le titulaire est responsable du suivi de son personnel au regard des contrôles obligatoires de la médecine du travail. Il devra obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouveau personnel, avant sa prise de fonction.

Tout le personnel de l'entreprise exerçant ses fonctions dans l'établissement devra être en règle vis-à-vis de la législation en vigueur. Cette mesure pourra faire l'objet d'une vérification sur demande de l'administration.

1.6 Intervenants habilités

Le Titulaire doit indiquer avant le début de marché la liste des formateurs pouvant intervenir sur la totalité de la période de formation. En cas de changement, le Titulaire devra en informer le CREPS avant toute intervention.

Seules les personnes habilitées sont seules autorisées à effectuer les prestations objet du marché.

1.7 Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas souhaitée. Le titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sans avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation préalable et expresse de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance (DC4).

Afin d'obtenir cet agrément, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur (ou lui remet par lettre recommandée avec accusé de réception) une déclaration de sous-traitance (DC4).

2 – DESCRIPTIONS DES BESOINS

2.1 Etendue du besoin

Le Titulaire devra fournir au CREPS une prestation complète :

- Formateurs
- Locaux
- Bateaux munis des équipements nécessaires à l'activité de plongée
- Matériel pédagogique
- Equipement technique

La liste des équipements demandés figure en **ANNEXE 2 du CCATP**. La liste doit être complétée et signée par le Titulaire.

2.2 Intitulé de la formation dispensée

Type de formation dispensée

- DEJEPS « Activités de Plongée subaquatique »
- Certificat complémentaire « Plongée profonde et tutorat ».

2.3 Type de formation

Il s'agit de la formation théorique et pratique.

2.4 Lieu de la formation

Le lieu de la formation pourra être soit Marseille Vieux Port soit Marseille Pointe Rouge (pour être au centre du réseau d'intervenants professionnels). Aucun autre site ne sera accepté.

2.5 Nombre de stagiaires et formateurs

- 20 stagiaires pour le DEJPES (besoin de + 5 formateurs)
- 20 stagiaires pour le Certificat complémentaire (besoin de + 5 formateurs).

2.6 Durée de la formation et calendrier

La formation en présentiel pour le DEJPES s'étend sur une période de 10 mois, de février à novembre 2025.

La formation pour le Certificat complémentaire couvre la période de février à juin 2025.

La formation théorique en présentiel pour le DEJPES et le Certificat complémentaire comprend 60 demi-journées.

La formation pratique avec bateau et équipement de plongée pour le DEJPES et le Certificat complémentaire comprend 70 demi-journées pré-établies .

La formation pratique avec bateau et ponys pour le DEJPES et le Certificat complémentaire comprend 10 demi-journées pré-établies .

Pour la formation pratique DEJPES, les 20 stagiaires et les 5 formateurs effectuent les sorties en mer en même temps donc le Titulaire doit fournir simultanément 2 bateaux pouvant accueillir 15 personnes et leur matériel (**voir annexe 2 du CCATP**).

Il en est de même pour la formation Certificat complémentaire.

Voir calendrier 2025 en ANNEXE 3.

Le Titulaire ne pourra pas changer les dates fixées dans le marché.

2.7 Qualification des formateurs

La qualification demandée pour la formation est le **DEJEPS plongée E4, avec une carte professionnelle à jour et recyclage ainsi que 2 ans d'expérience** (voir liste en **ANNEXE 1 du CCATP**).

2.8 Certifications demandées

Le Titulaire doit être titulaire de la certification **Qualiopi** (en cours de validité pendant l'exécution des prestations)

2.9 Locaux

- ✓ 2 vestiaires pouvant accueillir séparément hommes et femmes avec douches et toilettes
- ✓ 1 bureau équipé (écran ordinateur, photocopieuse, bureau, chaises, meubles de rangement, zone ou caisses de rangement), surface de 10m² minimum et entièrement dédié au CREPS fermé à clé réservé (Bureau non accessible à une tierce personne).
- ✓ 2 salles de cours de 20 places avec vidéoprojecteur et tableau blanc.
- ✓ 1 parking accessible, situé à 5mn à pied au maximum du centre de formation.

2.10 Equipement technique spécifique pour la plongée demandée

La liste des équipements techniques demandés figure en **ANNEXE 2 du CCATP**.

Les stagiaires disposent de leur propre équipement. Toutefois, le Titulaire devra être en capacité de fournir un équipement complet aux plongeurs (combinaison différentes tailles différents morphotypes, Cagoule, gilet stabilisateur, palmes (plusieurs tailles différentes), masque, tuba, parachute, montre ordinateur, phare). Le Titulaire doit indiquer les quantités en stock dont il dispose et pouvant être mis à disposition.

2.11 Journée baptême « recycleur »

Le prestataire devra être capable de proposer l'organisation d'une journée baptême « recycleur » pour 20 stagiaires, en septembre 2025.

2.12 Formation CREPS / autre Clientèle

Le Titulaire a connaissance des dates de formation du CREPS.

Le Titulaire garantira un accueil de qualité des stagiaires du CREPS et devra en conséquence adapter la volumétrie de sa clientèle « hors CREPS » sur ces périodes de formation.

3 CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

3.1 Engagements respectifs du Titulaire et du CREPS

Missions du CREPS Provence Alpes Cotes d'Azur.

Le CREPS est l'organisme de formation. À ce titre,

- Il est responsable de l'intégralité du dispositif sur les plans administratif, financier et pédagogique. Il est le représentant du dispositif devant les institutions (DRAJES, Jury, financeurs, etc.) et à ce titre est le seul habilité à signer les documents y afférents.
- Le CREPS dispose des prérogatives de contrôle sur tous les temps de formation.
- Le CREPS garantit la coordination globale du parcours de formation et la qualité de sa mise en œuvre.

Conformément au référentiel national QUALIOPI (décret n°2019 564 du 6 juin 2019 relatif à la qualité des actions de la formation professionnelle), le CREPS s'engage à communiquer au Titulaire :

- ✓ Le déroulé pédagogique par séquence et présentant les compétences visées, le temps et le lieu de formation, les méthodes pédagogiques utilisées;
- ✓ Le tableau synoptique compétences visées par séquences de formation et selon la progression pédagogique;
- ✓ Le planning détaillé de l'action de formation (ANNEXE 3 du CATP).

Missions du Titulaire

Le Titulaire contribue à la mise en œuvre de la formation et s'engage à :

- déclarer son activité d'organisme de formation auprès des autorités compétentes ;
- prendre connaissance du référentiel QUALIOPI et à le respecter;

- respecter les dispositions réglementaires, notamment celles du Code du sport;
- fournir le matériel, notamment pédagogique, technique et de sécurité, nécessaire aux séquences de face à face pédagogique;
- participer aux différents temps de coordination pédagogique mis en place par le CREPS;
- alerter sans délai le CREPS en cas de difficulté dans la mise en œuvre de la prestation tout particulièrement concernant la mise en œuvre du ruban pédagogique;
- s'engager à établir les factures adressées au coordonnateur pour la partie de la prestation qui lui incombe.

3.2 Réunion de lancement et suivi des prestations

Une réunion de lancement sur site sera organisée entre la notification et le début d'exécution du marché en présence des coordonnateurs désignés.

Coordinateur pour le CREPS : Stéphane VINCENT Tél : 06 62 44 45 60

Mail : stephane.vincent@creps-paca.sports.gouv.fr

Coordinateur du Titulaire : il est spécifié dans le cadre de réponse technique.

Un comité de suivi est désigné pour assurer la bonne exécution du marché. Il se réunit en tant que besoin. Il est composé à minima :

Du directeur général du CREPS (ou son représentant);

Du coordonnateur ou de la coordonnatrice de la formation au CREPS

Du coordonnateur ou de la coordonnatrice désigné(e) par le partenaire ou son représentant.

Le coordonnateur ou la coordonnatrice de la formation au CREPS rédige un compte-rendu de chaque comité de suivi.

3.3 Calendrier des prestations et bons de commande

Le calendrier des formations est une pièce contractuelle (ANNEXE 3 du CCATP).

Un bon de commande (ou engagement juridique) sera émis sur la base de l'annexe financière dans le courant du mois de janvier 2025 (délai d'ouverture du budget dans le logiciel comptable).

En cas de besoin exceptionnel et ponctuel le CREPS pourra établir un bon de commande correspondant à cette prestation exceptionnelle.

3.4 Modifications du marché public

Pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose dans les conditions de l'article 23 du CCAG FCS.

Un avenant au présent marché public pourra également être signé entre les parties dans l'hypothèse, notamment, d'une modification du marché rendue nécessaire par l'évolution des conditions d'exécution des prestations, en application des dispositions des articles R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique.

En outre le titulaire du marché s'engage à informer le CREPS dans les meilleurs délais de toute modification le concernant (fusion-absorption, changements de raison sociale, d'adresse, de numéros SIREN, SIRET, de RIB) ou concernant les prestations inscrites au marché. Le CREPS en sera informé par mail à l'adresse : bap@creps-paca.sports.gouv.fr
A cet effet, il fournit tous les documents administratifs nécessaires à la prise en compte des modifications.

En cas de non-production de ces documents, les factures établies ne seront pas présentées au paiement.

3.4 Continuité d'exécution

Le titulaire s'engage, pendant la période déterminée du contrat, à assurer régulièrement la continuité des prestations. En cas de survenance de circonstances imprévisibles ou lorsque les mesures prises pour faire face à ces circonstances rendent temporairement impossible la poursuite de l'exécution de la convention, les parties se rapprochent pour convenir des dispositions à prendre durant la suspension totale ou partielle de la convention, et pour décider de la reprise ou de l'annulation des prestations. Ces mesures font l'objet d'un avenant.

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par le pouvoir adjudicateur par le biais d'un ordre de service. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, le CREPS se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution par ordre de service et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements par voie d'avenant.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG FCS.

Lorsque l'exécution est impossible du fait du CREPS (en raison d'une impossibilité d'accès par exemple), le Titulaire sera prévenu 48h à l'avance.

3.5 Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le CREPS peut faire exécuter les prestations prévues au marché aux frais et risques du titulaire en cas :

- de résiliation prononcée à ses torts
- d'inexécution d'une prestation qui, par nature, ne peut souffrir d'aucun retard ou lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service dans les conditions de l'article 45 du CCAG FCS.

S'il n'est pas possible au CREPS de se procurer, dans des conditions qui lui conviennent, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques, est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

3.6 Dispositif sanitaire

Le titulaire devra être s'informer des conditions sanitaires tout au long du contrat et devra les respecter. Le cas échéant, le CREPS informera les prestataires des protocoles sanitaires particuliers en vigueur.

3.7 Assurance

Le titulaire est tenu de souscrire, avant tout commencement d'exécution, une police de responsabilité civile professionnelle, couvrant les conséquences pécuniaires de dommages de toutes natures, corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers soit par le personnel salarié en activité de travail (ou par le matériel d'entreprise ou d'exploitation) soit du fait des fournitures ou prestations.

3.8 Normes et réglementation

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges et aux normes en vigueur mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

3.9 Valorisation du partenariat

Le CREPS et le Titulaire s'accordent mutuellement le droit d'utiliser leurs nom et logo pour l'ensemble de leurs communications interne et externe (conseil régional, DRAJES, clubs affiliés, partenaires, etc.) pour la durée de la présente convention.

Toute utilisation du nom et/ou du logo doit respecter la charte graphique de la partie concernée.

5– PRIX

5.1 Prix

L'unité monétaire est l'euro.

Le marché est à prix unitaires et forfaitaires. Ils sont exprimés dans l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement. Les prix unitaires figurant dans l'annexe financière sont réputés établis aux conditions économiques connues le mois de la remise des offres. Ce mois est appelé mois 0.

Ces prix sont fermes pendant la durée du contrat.

Les prix sont réputés inclure :

- ✓ Les frais afférents à la réalisation des prestations,
- ✓ Les frais de transport et de livraison,
- ✓ Tous les frais annexes, les produits, les consommables et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- ✓ Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations et être établis aux conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres.

5.2 Révision des prix

Sans objet.

6 - MODALITES DE FACTURATION

6.1 Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement (factures) doivent comporter les mentions suivantes :

- ✓ le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- ✓ le numéro du marché 2024-24
- ✓ le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- ✓ le mois de réalisation des prestations ;
- ✓ la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées en indiquant le CODE FACTURE de l'annexe financière correspondant
- ✓ la désignation de l'acheteur.

6.2 Remise des demandes de paiement

Depuis le 1^{er} janvier 2020, la facture électronique est obligatoire pour toutes les entreprises quel que soit leur taille ou leur chiffre d'affaires.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire transmettra les factures **par voie dématérialisée**.

Le titulaire adressera ses factures via le portail Internet « Chorus pro » : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Outre les mentions légales, les factures porteront les indications suivantes :

- Le numéro SIRET (191 301 894 00017), qui identifiera le CREPS en tant que destinataire de la facture ;
- Le code service **ANT-02**
- Le numéro d'engagement juridique à 10 chiffres correspondant au numéro du bon de

CCATP MAPA2024-24 Prestation de Formation plongée Marseille pour le CREPS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR SITE DE BOULOURIS ST RAPHAEL 11

commande.

6.3 Echancier des factures

Les factures seront transmises en fin de semestre au 30/06/2025 et au 30/11/2025.

Le Titulaire établira les factures détaillées correspondant aux prestations réalisées et terminées.

Si la prestation ne venait pas à être réalisée dans sa totalité, le montant de la dernière facture correspondra au solde réel; il sera ajusté au coût réel correspondant au nombre de prestations dispensées par demi-journée.

Si de nouvelles prestations sont réalisées par le partenaire, un avenant sera établi, afin de préciser la nature de la prestation et son coût.

6.4 Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

6.5 Nantissement ou cession de créance

Un certificat de cessibilité sera remis au titulaire à sa demande pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance consenti conformément à la loi n°81-1 du 2 janvier 1981 modifiée facilitant le crédit aux entreprises et aux articles R.2191-46 à 53 du Code de la commande publique

6.6 Opérations de vérification et documents à joindre par le prestataire

Le titulaire devra renseigner les quantités collectées (document joint à la facture ou accessible sur le site du titulaire). La quantité devra figurer sur la facture correspondante.

L'absence de contestation du CREPS sous un délai de 15 jours vaut admission des prestations.

ARTICLE 7 - PÉNALITÉS

7.1 Pénalités

Motifs	Pénalités appliquées
Impossibilité d'assurer la prestation de formation pratique par demi-journée	200 € HT par demi-journée

Le calcul des pénalités donne lieu à l'établissement d'un décompte provisoire des pénalités par facture concernée. Le titulaire est informé des pénalités que

le pouvoir adjudicateur envisage d'appliquer à son encontre par communication de l'état portant décompte provisoire. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour présenter ses observations dans les conditions de l'article 14.1 .1 du CCAG-FCS. Passé ce délai le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

7.2 Seuil d'exonération et plafonnement des pénalités

Le présent marché ne prévoit pas de seuil d'exonération. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS le titulaire encourt des pénalités quel que soit leur montant. Le présent marché ne prévoit pas de plafonnement des pénalités. Par dérogation à l'article 14.1.2 le montant total des pénalités de retard n'est pas limité.

7.3 Exonération des pénalités

Le pouvoir adjudicateur peut décider de l'exonération des pénalités (selon article 14 CCAG-FCS).

ARTICLE 8 - RÉSILIATION SUSPENSION DU MARCHÉ

8.1 Résiliation pour faute

En cas de manquement par le titulaire à l'une de ses obligations contractuelles, le marché pourra être résilié à ses torts. La décision du pouvoir adjudicateur mentionnera la date d'effet de cette résiliation ainsi que l'éventuel recours au mécanisme de l'exécution aux frais et risques du titulaire.

8.2 Suspension pour cas de force majeure (pandémie ou autre)

En cas de force majeure, le contrat pourra être suspendu temporairement. La prestation facturée correspondra uniquement à la partie de service fait. Aucune indemnité ne pourra être réclamée par le titulaire.

ARTICLE 9 - RÈGLEMENT DES LITIGES

9.1 Règlement amiable des litiges et différends

Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché peut être soumis par le titulaire au CREPS. La réglementation de l'Achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation.

Un mémoire en réclamation doit être envoyé par le titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 30 jours à compter du jour où le différend est apparu, ceci sous pli recommandé ou *via* courriel à bap@creps-paca.sports.gouv.fr avec accusé de réception. Ce mémoire expose les motifs du

désaccord et indique, le cas échéant, le montant des sommes réclamées et leur justification. Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

Sauf stipulation contraire, le représentant du pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois à compter de la date de réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision.

L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet de la réclamation.

Hors cette médiation interne le titulaire peut demander à ce que les litiges et les différends nés à l'occasion de l'exécution d'un marché soient conformément à la réglementation soumis à la Médiation des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable compétent pour rechercher les éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

9.2 Recours contentieux

En cas d'élévation du contentieux, le tribunal administratif de Marseille est compétent :

Adresse : 22-24 rue Breteuil – 13006 MARSEILLE

E-Mail : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Tel : 04 91 13 48 13 – Fax : 04 91 81 13 87 ou 04 91 81 13 89

URL : [http://marseille.tribunal-administratif](http://marseille.tribunal-administratif.fr).

ARTICLE 10 - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 7 déroge à l'article 14 du CCAG FCS (pénalités)

L'article 8.2 déroge à l'article 42 du CCAG-FCS (résiliation pour cas de force majeure)

L'article 8 déroge à l'article 46.2 du CCAG FCS (règlement amiable des litiges et différends).

Liste des annexes du CCATP

Annexe 1 : références réglementaires relatives à l'activité et aux diplômes et certifications requises

Annexe 2 : Liste des équipements demandés pour la formation.

Annexe 3 : Calendrier des formations.

Fin du document.

Cachet et signature du prestataire :